REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DEPARTEMENT DE L'HERAULT Arrondissement de Béziers

COMMUNE DE CAZOULS-LES-BEZIERS

SEANCE DU 27 OCTOBRE 2022

N° 134/2022/7.1.8	L'an deux mille vingt-deux et le vingt-sept octobre à 18 h, Le Conseil Municipal de la Commune s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Philippe VIDAL, Maire.	
Date convocation : 21/10/2022		
Présents :	Mmes AFFRE, BERLOU, CHAVARDEZ, COUDERC, GAIRE, GUARDIA, FORNET, ROUX, SINIBALDI N., TUCA MM. VIDAL, BACCOU, DUFILS, DUPUY, FERREIRA, GRIVEAU, LAMIEL, MONINO, PEGURET, SENAL, SINIBLADI F.	
Absents -Excusés :	Mmes ALLEMAND, BOFFA, M. MARTIN	
Procurations :	M. DAMBLEMONT à Mme COUDERC, M. GUILLEMET à M. LAMIEL, Mme ROUQUET TAFANI à Mme CHAVARDEZ	

Elus en exercice : 27
Présents : 21
Absents : 3
Procurations : 3
Votants : 24

Objet : Décision modificative n°1 – Ecole de Musique Municipale

Secrétaire de séance : Marcelle COUDERC

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal, que compte tenu de l'évolution des dépenses il convient de modifier les prévisions budgétaires du budget annexe de l'Ecole de Musique 2022 de la façon suivante :

Fonctionnement	
Dépenses	
64131 – Rémunérations	15 500 €
Total	15 500 €
Recettes	
7062 – Redevances et droits des services à caractère culturel	7 627 €
7478 – Autres organismes	7 873 €
Total	15 500 €

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir délibérer.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, par 24 voix pour,

- APPROUVE les virements de crédits de la Décision Modificative n°1 tels que présentés ci-dessus sur le budget annexe de l'Ecole de Musique 2022.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Le Maire :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- Informe qu'en vertu du décret N° 83. 1025 du 29/11/83 concernant les relations, entre l'administration et les usagers (art 9) (J.O. du 03/12/1983) modifiant le Décret 65.25 du 11 janvier 1965 relatif aux délais de recours contentieux en matière administrative (Art 1 - A 16).
- La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif par le site Internet www.telerecours.fr, dans un détai de DEUX MOIS à compter de la présente notification.
- Transmis au représentant de l'Etat, le 02 novembre 2022.

Pour extrait conforme,

Le Maire

Philippe VIDAL

La Secrétaire de séance,

Marcello COUDERC REÇU EN PREFECTURE

Signé electrอิทิสุนัยกับคือ Philippe VIDALee E legalite.com

99_SE-Le+021D1/20022-21023527-DEL_134_202

